



le pouvoir aux travailleurs

mensuel trotskyste

UNION AFRICAINE DES TRAVAILLEURS COMMUNISTES INTERNATIONALISTES

N° 143 JUILLET - AOUT 1985

PRIX : 2FFrs

LA COLERE VIOLENTE DE LA MAJO-
RITE NOIRE

**Afrique
du
Sud**



FAIT TREMBLER LE
REGIME RACISTE

SOMMAIRE

editorial

Page 2 - 3 :

AFRIQUE DU SUD :

La colère de la majorité noire fait trembler le régime raciste.

Page 4 : GUINEE :

Règlement de comptes entre galonnés.

Page 5 : SENEGAL :

Blablabla sur la démocratie.

Page 6 : O U A :

Les valets africains toujours fidèles à l'impérialisme.

Page 7 : TCHAD :

- Un témoin gênant assassiné.

- Vers une soumission de l'opposition officielle ?

Page 8 : CONFERENCE DES FEMMES A NAIROBI :

Toujours le même constat.

Page 9 : GUADELOUPE :

Emeute pour la libération d'un indépendantiste.

ABONNEMENTS

FRANCE : 1 an
Pli ouvert : 24 F
Pli fermé : 48 F

ADRESSE

DUFEAL/COMBAT OUVRIER

Pour le P A T
B P 42
92114 Clichy-Cédex

AFRIQUE DU SUD :

LA COLERE VIOLENTE DE LA MAJORITE NOIRE FAIT TREMBLER

LE REGIME RACISTE

En Afrique du Sud, depuis le 21 Juillet dernier l'Etat d'urgence est instauré, à la suite des récentes émeutes, dans 36 districts du pays les plus touchés. Et suivant son habitude, la police - renforcée par l'armée - a sauvagement réprimé: une vingtaine de morts, plusieurs blessés et plus de mille arrestations. L'Etat d'urgence traduit la peur des autorités sud-africaines face à une situation où les affrontements durent depuis onze mois et ont fait plus de 500 morts.

Depuis plusieurs semaines le régime raciste d'Afrique du Sud n'est pas le seul à trembler. On voit les grandes puissances, jusque-là soutenant ouvertement l'apartheid, prendre des mesures aussi inefficaces qu'hypocrites mais qui montrent dans tous les cas qu'il ne leur semble pas judicieux d'accrocher leur char derrière ce régime honni.

Alors oui, les choses bougent en Afrique du Sud. Si elles bougent c'est parce qu'il se trouve en Afrique du Sud des hommes, des femmes, des jeunes qui ont atteint un tel degré de colère que la répression ne les fait pas reculer. Comme le dit un manifestant "quand un homme est arrêté ou tué il y en a trois ou quatre pour le remplacer".

Les masses noires qui se sont mises en branle en Afrique du Sud ont raison de le faire. Contre l'oppression basée sur le pouvoir établi il n'y a pas d'autre solution que la force collective et violente des masses opprimées. Et ce qui est vrai pour l'Afrique du Sud, l'est aussi pour les autres pays d'Afrique ou d'ailleurs.

La seule façon d'accéder à la dignité d'homme c'est en se battant. Alors pour autant qu'on puisse voir d'ici, ces masses qui se battent en Afrique du Sud, ce sont des jeunes ; pour l'essentiel des jeunes chômeurs qui en constituent l'écrasante majorité. C'est-à-dire en fait une partie de la classe travailleuse, la partie de la population qui parce que jeune n'accepte plus l'attentisme des générations d'avant. Ces jeunes veulent que tout change et tout de suite, et ils ont raison. Et en plus d'un haut degré de combativité ils ont atteint apparemment aussi la conscience que leurs ennemis ne sont pas seulement dans le camp d'en face mais aussi parmi eux. C'est vraisemblablement dans la violence de la colère qu'ils réduisent au silence ceux qui dans leur camp se sont alliés au régime raciste.

Ainsi ceux qui dans leur camp leur apparaissent comme des ennemis ce sont des hommes et des femmes qui ont lié leur sort à celui du pouvoir blanc.

.../...

Mais même à l'intérieur du camp des opprimés noirs de l'Afrique du Sud il n'y a pas que cette ligne de partage visible entre ceux qui se battent contre l'apartheid et ceux qui le soutiennent.

Il y a aussi une délimitation entre d'une part ces jeunes chômeurs, prolétaires condamnés à cela pas seulement par les lois ségrégationnistes mais aussi par une loi autrement plus puissante, celle du grand capital, et d'autre part ceux qui souffrent de la ségrégation institutionnalisée mais qui ne souffrent que de cela. En effet il y a ces couches bourgeoises ou petites bourgeoises qui, oui sans doute, souffrent de l'apartheid en partie pour les mêmes raisons que les autres, mais qui en souffrent en plus pour une autre raison, celle de ne pas pouvoir utiliser jusqu'au bout leurs privilèges, ne pas pouvoir utiliser jusqu'au bout le pouvoir que leurs capitaux, leurs richesses leur permettent. Ces gens-là peuvent vouloir souhaiter la chute de l'apartheid comme on peut souhaiter la chute d'un concurrent.

Oui, la lutte contre l'apartheid dissimule dans une large mesure des contradictions d'intérêts entre d'une part ces masses de prolétaires noirs qui constituent l'écrasante majorité de la population et d'autre part la petite bourgeoisie noire qui a beau représenter une petite minorité dans la lutte aspire tout naturellement à la direction du mouvement de lutte dans un premier temps et surtout à la tête de l'Etat indépendant qui peut naître demain.

Alors, bien sûr, le problème politique de l'heure c'est la lutte et la victoire sur l'apartheid. Mais la prise de conscience des masses noires, que leur adversaire futur est dans leur camp c'est aussi le problème de l'heure.

Et l'avenir du mouvement contre le régime raciste de l'Afrique du Sud, l'avenir de l'Afrique du Sud, l'avenir de l'Afrique et peut-être au delà dépend de la lutte des prolétaires, de leur conscience de classe, de leur manière de l'exprimer et par conséquent de se donner une organisation politique pour le faire. Et il n'y a pas pire piège pour les opprimés que de croire qu'il y a des étapes. Qu'il faut d'abord vaincre l'apartheid, quitte à être dirigé par les bourgeois comme Desmond Tutu ou Buthelezi, enfin des hommes de ce genre.

Car c'est dans les périodes de lutte, dans les périodes de conflits aigus, dans les périodes où les masses déploient leurs énergies révolutionnaires qu'ils ont les possibilités de créer les structures, les organisations qui leur permettent d'abord de contrôler leur mouvement, et faire en sorte que les bourgeois et petits bourgeois ne les trahissent pas en arrêtant le mouvement là où ils veulent, dans des conditions qui les arrangent eux.

C'est aussi dans ces mouvements de lutte aiguë que peuvent naître les organisations qui permettront aux masses travailleuses de conquérir et surtout d'exercer le pouvoir par la suite. Les masses travailleuses noires d'Afrique du Sud déploient en ce moment une énergie révolutionnaire formidable. Cette énergie peut faire tout. Si elle se révèle assez forte pour démolir le système de l'apartheid eh bien, elle peut être assez forte pour démolir le régime d'exploitation tout court, quand bien même celui-ci serait dirigé par des bourgeois noirs. Et enfin elle peut être forte pour entraîner les travailleurs noirs, les prolétaires de toute l'Afrique.

Le régime de l'apartheid est un régime odieux. Mais le régime d'un Mobutu, d'un Traoré, d'un Buhari ne sont pas mieux. Les pauvres, les prolétaires du Zaïre, du Nigéria, du Mali n'y vivent certainement pas mieux. Et ils n'ont même pas la consolation d'être moins humiliés, même si cette humiliation n'est pas le fait de blancs mais de riches fonctionnaires, des militaires qui ont la même couleur de peau.

Alors le véritable problème du moment c'est de savoir si la révolution politique qui approche en Afrique du Sud, est une révolution de tous les exploités du monde contre les riches blancs et noirs ou si c'est une révolution qui se cantonne sur le terrain de l'anti-apartheid.

C'est un problème politique. C'est un problème d'organisation. C'est un problème de classes. Et nous ne pouvons ici qu'exprimer le souhait que le prolétariat noir d'Afrique du Sud et les intellectuels et petits bourgeois qui souhaitent se placer dans le camp de ces prolétaires noirs puissent trouver en leur sein et dans le cours du combat des hommes et des femmes capables de se placer dans la perspective de la révolution prolétarienne et de s'organiser pour cela.

Des hommes et des femmes capables, en somme de faire en sorte que la révolution en Afrique du Sud soit incontestablement en marche, que cette révolution débarrasse de l'Afrique du Sud le régime de l'apartheid mais interdise en même temps l'installation d'une bourgeoisie et d'un Etat bourgeois noir à la place du pouvoir blanc établi. Et que cette révolution soit en même temps le prélude de la révolution de tous les ouvriers de l'Afrique contre toutes les dictatures.

REGLEMENT DE COMPTES GUINEE : ENTRE GALONNES

Le colonel Diarra Traoré, ex-numéro deux du régime militaire au pouvoir en Guinée depuis le 4 Avril 1984 a donc voulu faire cavalier seul. Profitant de l'absence de son chef, le colonel Lansana Conté, il a tenté un coup d'Etat dans la nuit du jeudi au vendredi 5 juillet. Il faut croire que tout galonné qu'il soit, le colonel Diarra Traoré est un mauvais tacticien. Car, au bout de quelques heures sa tentative a échoué. Actuellement, il est en prison avec ses complices. Sa tentative aurait fait 18 morts et plus de 200 blessés.

Ce coup d'Etat manqué est à l'image de la Guinée. Les militaires en prenant le pouvoir à la mort de Sékou Touré, se sont présentés comme des hommes neufs qui pourraient résoudre les nombreux problèmes que connaissait le pays après 25 ans de dictature. Mais ces anciens dignitaires de Sékou n'ont évidemment pas fait mieux que leur ancien maître. Après un an de pouvoir, le bilan est aussi maigre. La Guinée reste un des pays les plus pauvres du monde. Dans ce pays agricole à 80%, le paysan travaille pour avoir à peine de quoi se nourrir. Dans les villes ce n'est pas mieux.

D'un côté, on a les quartiers pauvres où règnent la misère, la saleté, les maladies. Tout y manque. Tout y est précaire. De l'autre, on a les belles villas, l'étalage insolent du luxe par les dignitaires. C'est à qui saurait le mieux se débrouiller, le mieux trafiquer au marché noir ou détourner telle marchandise, pour mieux vivre.

Il y a donc un mécontentement réel dans la population qui se rend compte que les militaires ne font pas mieux qu'avant. Un mécontentement qui visiblement ne demande qu'à s'exprimer. On l'a vu lorsqu'en juin dernier, l'annulation d'un concert de reggae a provoqué une émeute faisant sept morts et de nombreux blessés. Il y aurait eu à cette occasion des slogans hostiles au régime.

D'abord premier ministre; puis le poste ayant été supprimé, nommé ministre de l'éducation nationale, le colonel Diarra Traoré, a peut-être voulu profiter du mécontentement général pour prendre la place de son collègue, le colonel Lansana Conté. En tout cas le coup a échoué et Diarra Traoré est en prison - peut-être le paiera-t-il de sa vie, comme Lansana Conté l'a laissé entendre.

Mais cela est l'affaire des dirigeants. Les populations n'ont rien à gagner à leurs querelles mesquines basées sur les intérêts égoïstes. Car en voulant s'emparer du pouvoir, Diarra Traoré cherchait à s'enrichir comme les Présidents précédents l'ont fait. Alors coup d'Etat manqué ou pas, les populations n'ont rien à attendre de leurs dirigeants. Tout changement, si petit soit-il, ne peut venir que de leurs propres luttes.

「SENEGAL」

「BLABLABLA SUR LA DEMOCRATIE」

Au début de ce mois de juillet, une conférence internationale sur la démocratie a été organisée à Dakar par l'Institut National Démocratique Américain et le Parti Socialiste Sénégalais.

A cette occasion Abdou Diouf a déclaré : "notre démocratie sera un merveilleux instrument de progrès". Tout le reste du discours, comme d'habitude, n'est constitué que de ce genre de blablabla pour expliquer aux démagogues américains et sénégalais organisateurs de la rencontre la vertu de la démocratie sénégalaise et ses "merveilles".

Et pourtant la démocratie à la Diouf n'a rien d'original parce que le régime de Diouf et de son ancien tuteur Senghor n'a pas toujours été démocratique. En réalité c'est un régime dictatorial.

Tout le monde se souvient au Sénégal comment Senghor et son petit commis devenu président ont bafoué les libertés démocratiques dès 1960. Ils ont interdit toutes les organisations politiques d'opposition ; certains de leurs dirigeants étaient soit emprisonnés, soit exilés à l'étranger. C'était le cas de Madjemout Diop, dirigeant du P.A.I.

Donc même si aujourd'hui il y a des organisations ou partis autorisés à exister, chose rare dans d'autres pays d'Afrique, les organisations ou partis sénégalais d'opposition sont soumis à des contrôles politiques stricts et sont presque écartés de toute participation à la vie démocratique réelle du pays. Par exemple aux élections municipales et législatives, sans compter les trucages habituels, les partis d'opposition sont pratiquement privés de la possibilité d'avoir des élus par le mode d'élections existant. Ce qui fait que, même un parti parlementariste comme le P.D.S a du mal à jouer le jeu.

A l'Assemblée nationale, les députés de Diouf sont presque les seuls dans l'amphithéâtre pour applaudir et dire amen à la politique anti-démocratique et anti-populaire de Diouf. Quand le président de l'Institut National Démocratique Américain vient chanter avec Diouf les vertus de la démocratie, on a envie de lui dire pourquoi ne pas chanter cela au Chili et dans tous les pays dictatoriaux de l'Amérique latine dominés par l'impérialisme américain.

Car le Parti Démocratique Américain (tout comme le Parti Républicain actuellement), quand il était au pouvoir, a soutenu tous les dictateurs de l'Amérique latine, y compris Pinochet, l'un des plus vomis. Non il n'y a pas de véritable liberté démocratique ni dans le Nord, ni dans le Sud. Il y a une démocratie bourgeoise plus ou moins dure selon les pays. Cette dictature est liée à l'exploitation capitaliste existante.

Tant que ce système existera, les impérialistes et leurs valets pourront toujours chanter la démocratie et faire conférence sur conférence, mais cela ne donnera pas de liberté démocratique réelle. A moins que les travailleurs et les paysans pauvres du Nord comme du Sud ne s'organisent pour arracher leur liberté démocratique, ainsi qu'ils le font pour ne plus être exploités et opprimés.

OUA :

LES VALETS AFRICAINS TOUJOURS FIDELES A L'IMPERIALISME

Le 21 Juillet dernier s'est terminé à Addis-Abéba, en Ethiopie, le sommet annuel de l'Organisation de l'Unité Africaine (O.U.A). A cause de la situation catastrophique que connaissent la plupart des pays africains, les dictateurs ont surtout parlé, cette fois-ci, de l'avenir économique du continent.

C'est vraiment révoltant l'hypocrisie de ceux qui nous gouvernent. Ces messieurs se plaignent ! Oui, ils versent des larmes de crocodile sur la misère des peuples africains, sur des milliers de pauvres démunis de tout qui, dans les camps de réfugiés d'Ethiopie, du Soudan ou du Tchad, crèvent chaque jour par centaines de faim, de soif ou de maladie.

Ces messieurs, eux, palabrent dans les salles climatisées, dorment dans les hôtels de luxe d'Addis-Abéba, roulent dans des mercedes, mangent pour dix dans des restaurants chics. Ceux-là même qui, par leur politique servile à l'égard de l'impérialisme, condamnent leurs peuples à mourir de faim osent pleurnicher sur la famine et la sécheresse.

Certes, tous ces dictateurs africains réunis à Addis-Abéba reconnaissent que la sécheresse fait des ravages en Afrique. Mais ils dégagent tous leur responsabilité. Parce que, selon les dires de ces messieurs, s'il ne pleut pas, ce n'est quand même pas leur faute. Mais ce qu'ils oublient de dire, c'est que s'il y a actuellement la famine, c'est surtout à cause de leur politique économique désastreuse.

En effet, nos dirigeants poussent les paysans à ne pratiquer que les cultures de coton, d'arachide, de cacao, etc; pour le compte de l'impérialisme. A la longue ces monocultures appauvrissent le sol. A cela s'ajoute l'exploitation intensive du bois d'exportation ; ce qui perturbe l'équilibre climatique naturel créant des micros-climats aux conséquences parfois désastreuses. Cette politique ne peut conduire qu'à la catastrophe.

Evidemment, cela, ils ne le disent pas. Mais devant l'impérialisme, ils se montrent responsables. C'est ainsi que, à l'unanimité, ils ont décidé d'"honorer leurs dettes" envers les pays impérialistes, dettes qui s'élèvent à plus de 68.000 milliards de francs CFA.

D'ailleurs vu l'immensité de ces dettes, il est peu probable qu'un Etat quelconque puisse payer les siennes. Quant à enrayer la famine en Afrique, cela reste dans le domaine des voeux pieux.

TCHAD : UN TEMOIN GENANT ASSASSINE !

Un inspecteur principal des douanes, N'Gadi Jeannot, qui en savait trop a été éliminé par le régime sanguinaire de N'Djaména le 13 Mai dernier et son corps abandonné à la morgue. C'est ce que rapporte le bimensuel "Afrique-Asie" de Juillet 1985.

L'auteur de l'article, qui s'est présenté comme un des assassins, reconnaît que "c'en est trop, vraiment trop" et il avoue le crime en critiquant le régime en place : "depuis son installation à la tête du service des douanes - je parle du directeur bien entendu - aucune taxe prélevée sur les marchandises n'a été versée au trésor public, et il se livre non seulement au trafic de voitures, de mobylettes et de drogue, mais encore et surtout, il est chargé de constituer une caisse noire pour des membres de sa tribu. Tous les soirs, l'argent récolté, souvent des millions de francs CFA, ainsi que des sacs de cannabis, sont transportés à la Présidence de la République. Mais le malheur pour nous, c'est que N'Gadi Jeannot était parfaitement au courant de cette pratique depuis trois ans."

Plus loin, l'assassin ajoute : "nous avons pris soin d'éviter les coups de feu pour ne pas compromettre la thèse officielle qui était "la mort accidentelle" (...) Pour justifier la saisie des "biens", la thèse de détournement de fonds publics a été retenue à l'attention de la famille et de l'opinion, qui n'y croient guère". Comme quoi le régime répressif de N'Djaména ne révolte pas seulement ceux qui en sont victimes. L'horreur fait délier la langue aux bourreaux eux-mêmes.

TCHAD : VERS UNE SOUMISSION DE L'OPPOSITION OFFICIELLE ?

L'opposition tchadienne semble être à bout de souffle. Dans une interview accordée au journal "Jeune Afrique" du 12 juin dernier, le général Djogo, Président du Front Démocratique Tchadien, a déclaré : "nous sommes prêts à accepter Hissène Habré comme président... Peu importe que ce soit Hissène Habré ou un autre qui gouverne le Tchad. L'essentiel est qu'il y ait un programme politique auquel adhèrent tous les Tchadiens."

Dans le même mois, le Président du Mouvement Révolutionnaire Populaire, Kamougué, est allé discrètement rencontrer Hissène Habré au Gabon pour négocier. De son côté Thiam, un porte-parole du Conseil Démocratique Révolutionnaire (autre organisation de l'opposition), a dit récemment que "celui qui refuse la négociation est un traître".

Ainsi toutes les principales organisations de l'opposition sont prêtes à négocier avec Habré en tant que Président. Or, le principal obstacle à la négociation était jusque-là la non-reconnaissance du gouvernement de Habré par l'opposition. Donc il ne devrait plus y avoir de désaccords importants lors d'une prochaine réunion pour la "réconciliation nationale" -étant donné que les uns et les autres sont apparemment prêts à taire pour l'instant les rivalités personnelles. Quant à Goukouni, chef du "gouvernement de Bardaï", il semble se satisfaire du contrôle qu'il exerce sur la partie septentrionale du Tchad. Mais il n'est pas exclu qu'il suive le mouvement.

Il restera alors le problème des "Codos" (commandos) qui mènent une rébellion armée dans le Sud. Dans leur lutte contre le régime dictatorial de Habré, ils veulent amener les paysans à se consacrer aux cultures vivrières, en abandonnant le coton, principal produit d'exportation. S'ils atteignent leur but, ils priveront ainsi le gouvernement de Habré de ses principales recettes que lui procure le coton. De plus, ils pourront en tirer la conclusion politique que les populations du Sud sont derrière eux contre Habré.

Cependant les Codos qui se déclarent partisans de l'opposition seraient tentés d'arrêter la lutte armée si celle-ci se ralliait. Mais même dans ce cas il n'est pas certain que tous les Codos acceptent de déposer les armes.

De toute façon face à la dictature de Habré il y aura toujours une opposition. Car par son oppression, sa répression aveugle et son arbitraire, le régime secrètera nécessairement une autre opposition et qui sait, avec une politique qui donne des perspectives aux opprimés tchadiens.

CONFÉRENCE DES FEMMES A NAIROBI : TOUJOURS LE MEME CONSTAT

Du 10 au 26 juillet s'est tenue à Nairobi au Kenya, une conférence internationale des femmes. Il s'agissait de faire le bilan de la "décennie des Nations Unies pour les femmes".

Décidée en 1975 à Mexico par l'ONU, "la décennie pour les femmes" devait, grâce à diverses manifestations internationales, favoriser la lutte pour l'égalité entre l'homme et la femme.

Mais les milliers de femmes des différents pays du monde qui se sont retrouvées à Nairobi ont dû longtemps regarder à la loupe, la tête tournée vers les pays occidentaux, pour trouver quelque chose à dire sur l'amélioration de leur condition.

Oui, dans notre monde dit des progrès, la femme reste toujours un être inférieur. Le seul droit qui lui est reconnu est celui de faire des enfants, et subir la loi de l'homme.

Même dans les pays riches, la femme est considérée comme inférieure à l'homme. En France, par exemple, il a fallu attendre la fin de la deuxième guerre pour que le droit de vote soit reconnu aux femmes. Et encore, cela se fit à la suite de nombreuses années de luttes des femmes.

Aux Etats-Unis, à l'heure actuelle, à qualification égale, la femme gagne 40% de salaire en moins que l'homme; très peu de femmes exercent des fonctions de responsabilité.

Que dire alors des pays du tiers-monde, minés par la misère, et le poids des préjugés moyenâgeux ?

D'ailleurs, au moment même où réunies à Nairobi, les femmes faisaient le bilan de la décennie, dans un pays du golfe persique, des parlementaires décidaient que ce n'était pas la peine d'accorder le droit de vote aux femmes.

Alors, des déclarations enflammées sur les droits de la femme, il risque d'y en avoir beaucoup d'autres.

Mais ce n'est pas cette société-là, basée sur les injustices et les inégalités qu'il faudra compter pour faire disparaître toutes les pratiques, tous ces préjugés bien souvent hérités d'une époque révolue.

GUADELOUPE :

EMEUTES POUR LA LIBERATION D'UN INDEPENDANTISTE

A l'heure où nous écrivons, la ville de Pointe-à-Pitre est toujours isolée du reste de la Guadeloupe. Depuis le 24 Juillet, à la suite d'un mot d'ordre de grève générale lancé par une quinzaine d'organisations politiques - selon la presse - des manifestants bloquent les principales voies d'accès à la plus grande ville de la Guadeloupe.

Ce vaste mouvement a été organisé pour exiger la libération du militant indépendantiste Georges Faisans, qui mène en ce moment une grève de la faim à la prison de Fresnes. Ce dernier a été condamné à trois ans de prison pour avoir osé protester énergiquement contre les agissements racistes d'un enseignant blanc en Guadeloupe.

Dans le même temps, à la prison de Pointe-à-Pitre, une émeute éclatait, permettant l'évasion de plusieurs prisonniers. Dans la même ville, des grands magasins, des bijouteries, des armureries appartenant aux métropolitains ont été vidés.

Que durant ces manifestations, les biens des métropolitains soient mis en cause, c'est un symbole. La Guadeloupe, quoi qu'on dise, est une colonie française, tout comme la Martinique et la Guyane. Qu'on les baptise "département" n'y change rien. Même au niveau de l'application des lois, il y a une grande différence selon qu'on trouve en Guadeloupe ou non en France.

En Guadeloupe les métropolitains règnent en maître. Ce sont des Blancs. Tout leur est permis. Arrogants et méprisants, ils étalent leur racisme à longueur de journée. Ils occupent des postes de responsabilité, faisant de la grande majorité noire, une population d'employés et d'assistés.

C'est le procès de cette politique coloniale que font les indépendantistes et les différentes organisations regroupées au sein du comité de coordination.

La gauche en arrivant au pouvoir avait laissé espérer une évolution de la situation dans ces colonies baptisées départements. Mais très vite elle a montré qu'elle s'accommodait très bien de la perpétuation de ces liens coloniaux.

Aujourd'hui Laurent Fabius a beau jeu de dénoncer le régime sud-africain et de se présenter comme le champion de la défense des droits des peuples opprimés. Mais son gouvernement opprime aux Antilles, en Nouvelle-Calédonie, tout comme les régimes qu'il critique.

Oui, ce qui est condamnable, ce n'est pas seulement l'apartheid, c'est aussi le colonialisme.

CE QUE NOUS VOULONS

- Regrouper les travailleurs, les éduquer dans la tradition socialiste de Marx et des révolutionnaires russes de 1917 ; leur faire prendre conscience que, quels que soient leur ethnie, leur caste, leur âge, qu'ils soient fils d'anciens esclaves ou pas, qu'ils soient hommes ou femmes, ils appartiennent à la même classe des travailleurs, ils ont les mêmes intérêts fondamentaux ; ils ont leur part dans le rôle indispensable, grandiose que la classe ouvrière joue dans la transformation socialiste du monde.
- Contribuer, par la propagande et l'éducation, à soustraire les travailleurs à toute forme d'obscurantisme, à l'influence réactionnaire de toutes les religions, chrétienne, musulmane, animiste ou autres, qui prêchent toutes, la patience et l'accordement avec l'ordre établi et qui sont parmi les meilleurs auxiliaires des classes exploiteuses.
- Combattre toutes les manifestations de l'esprit de caste, toutes les oppositions d'ethnies qui divisent les travailleurs, affaiblissent leur conscience pour le plus grand bien des exploités.
- Associer à la lutte des travailleurs tous ceux qui acceptent de se mettre au service de la classe ouvrière et d'adopter son point de vue de classe.
- Engager la lutte morale, matérielle et physique contre l'impérialisme, contre toutes les formes de féodalisme, contre la division en castes, contre les dictatures qui oppriment nos peuples ; pour l'égalité entre tous, quelles que soient leur langue ou leur origine, pour l'émancipation de la femme.
- Mettre en place, au cours même de cette lutte, les organes du pouvoir démocratique des ouvriers et des paysans.
- Veiller, par la propagande et l'organisation, à ce que, après le renversement des régimes dictatoriaux de nos pays, les travailleurs restent en armes pour faire aboutir toutes leurs revendications, pour conserver les moyens d'exercer à tout instant le pouvoir sans que personne puisse le leur prendre.
- Agir au sein de la classe ouvrière française et, plus généralement, de la classe ouvrière des grandes puissances impérialistes pour leur faire connaître les buts de la lutte des travailleurs africains et pour les aider à se donner elles-mêmes des organisations révolutionnaires afin qu'elles puissent elles-mêmes partir à la conquête du pouvoir.